



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la légalité
Bureau des procédures environnementales
et de l'utilité publique**

**Arrêté préfectoral DL/BPEUP n° 2026 - 29 du 09 mars 2026
portant prescriptions spéciales applicables
à la société Elringklinger Meillor à Nantiat**

Le préfet de la Haute-Vienne

**Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées constituée à l'annexe A de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2563 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2017 portant enregistrement des activités de la société Elringklinger Meillor pour la fabrication de joints pour moteurs et d'écrans thermiques sur la commune de Nantiat ;

Vu la déclaration initiale du 17 juin 2021 relative à l'activité relevant de la rubrique 2563 et l'accusé réception par courriel de la préfecture en date du 18 novembre 2022 ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis par courriel du 16 décembre 2025 à l'inspection des installations classées et réceptionné le 19 décembre 2025 par la préfecture ;

Vu le courrier de donner acte du 9 février 2026, reçu le 10 février, relatif à la modification de la situation administrative du site ;

Vu la convention d'autorisation de déversement d'effluents non domestiques dans le réseau public de collecte d'eaux usées du 13 février 2025 signée entre la société Elringklinger Meillor avec la communauté de communes Elan Limousin Avenir Nature (ELAN) ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées du 4 février 2026 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du pétitionnaire par courrier du 9 février 2026, reçu le 10 février ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant au terme du délai imparti ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 26 mai 2025, il a été constaté une évolution de la gestion des effluents industriels et la mise en place d'un prétraitement par coagulation/floculation des effluents lessiviels depuis janvier 2025 ;

Considérant que les effluents industriels ainsi traités sont rejetés dans les réseaux d'eaux usées de la ville de Nantiat ;

Considérant que le dossier d'enregistrement ayant abouti à l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 7 décembre 2017 n'intégrait pas de système de traitement des effluents, ni de rejets d'effluents industriels dans le réseau d'eaux usées puisque l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 sus-visé (rubrique 2560), impose à son article 28, l'évacuation des effluents industriels en tant que déchets liquides ;

Considérant que cette nouvelle gestion des effluents industriels est liée à l'activité relative à la rubrique 2563 régulièrement déclarée le 17 juin 2021 ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 sus-visé (rubrique 2563) autorise les rejets d'effluents industriels et prescrit des modalités de rejet notamment à son article 5.5 de l'annexe I où des valeurs limites de rejets sont définies ;

Considérant que l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance afin de régulariser sa situation ;

Considérant que la convention de rejet prescrit des valeurs limites de rejets plus contraignantes que les valeurs limites de rejets prescrites par l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 à son article 5.5 de l'annexe I ;

Considérant qu'il convient de renforcer les dispositions relatives aux valeurs limites de rejets prescrites à l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 sus-visé ;

Considérant qu'en application de l'article R. 512-53 du code de l'environnement, le préfet peut ne pas solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et risques sanitaires et technologiques sur les prescriptions spéciales proposées ;

Considérant que le projet d'arrêté a été communiqué au pétitionnaire conformément à la réglementation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne ;

Arrête

Article premier : La société ELRINGKLINGER MEILLOR, dont le siège social est situé 84 Avenue de la gare – 87140 NANTIAT, exploitant une activité de fabrication de joints pour moteurs sur la commune de NANTIAT, est autorisée à poursuivre l'exploitation de cette installation sous réserve du respect des prescriptions fixées par le présent arrêté.

Article 2 : Prescriptions spéciales – Renforcement des prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 susvisé

Les rejets d'eaux usées de l'établissement se font dans le réseau d'eaux usées urbain et doivent respecter l'ensemble des dispositions fixées par la Convention d'autorisation de déversement susvisée.

2-1 - En lieu et place des dispositions du point 5.5 Valeurs limites de rejet, de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- température < 30 °C ;
- est exempt de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :

Paramètres	Concentration maximale	Flux journalier maximal
Débit	Débit journalier : 5m ³ / j Débit instantané : 0,14 l/seconde	
MES	400 mg/L	2 kg/ j
DCO	1 000 mg/L	5 kg/ j
DBO ₅	500 mg/L	2,5 kg/ j
Azote Kjeldhal	100 mg/L	0,5 kg/ j
Phosphore total	15 mg/ l	0,075 kg/ j
Matières extractibles à l'hexane (M.E.H)	100 mg/L	0,5 kg/ j

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

- matières en suspension : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;
- DCO : la concentration ne doit pas dépasser 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;
- DBO₅ : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà ;
- azote global : la concentration ne doit pas dépasser 30 mg/l si le flux journalier maximal est égal ou supérieur à 50 kg/jour ;
- phosphore total : la concentration ne doit pas dépasser 10 mg/l si le flux journalier maximal est égal ou supérieur à 15 kg/jour.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

Paramètres	Concentration maximale (mg/L)
Indice phénol	0,3
Cyanure	0,1
Plomb et composés (en Pb)	0,5
Cuivre et composés (en Cu)	0,5
Chrome et composés (en Cr)	0,5
Chrome hexavalent (en Cr)	0,1
Nickel et composés (en Ni)	0,5
Manganèse et composés (en Mn)	1
Etain et composés (en Sn)	2
Fer, aluminium et composés (Fe + Al)	5
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1
Hydrocarbure totaux	10
Fluor et composés	15
Mercure (en Hg)	0,05
Cadmium (en Cd)	0,2
Métaux totaux(**) (sur échantillon brut non décanté)	15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j

(**) Selon la norme FD T90-112 ou toute autre norme équivalente ou s'y substituant.

Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

2-2 - En lieu et place des dispositions du point 5.9 Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée, de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Si l'effluent industriel n'est pas considéré comme un déchet, l'exploitant met en place un programme de surveillance des paramètres visés au point 2-1, soit de paramètres représentatifs de ces derniers, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.

A minima, les prélèvements et mesures des concentrations des polluants visés ci-après doivent être effectués au moins une fois par an conformément aux normes en vigueur.

Analyse	Fréquence (Sur les rejets au réseau d'eaux usées)
Volume journalier	12 mois
Débit de point horaire	
DBO5	
DCO	
MES	
Azote total	
Azote amoniacal (NH4+)	
Phosphore total	
T°C	
pH	
Matières extractibles à l'hexane (M.E.H)	
Hydrocarbures totaux	
Métaux totaux	

Ces mesures des concentrations sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué par un prélèvement moyen 24 h proportionnel au débit.

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives au moins une fois tous les trois ans par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

En cas de résultat non conforme et sauf justification du respect de l'autorisation de déversement pour le ou les paramètres concernés, l'exploitant doit réaliser les aménagements nécessaires et effectuer une nouvelle mesure des concentrations des différents polluants visés, dans les mêmes conditions que précédemment, dans le délai maximum de six mois suivant la réception des premiers résultats.

Article 3 - Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente, le tribunal administratif de Limoges ou par l'application Télérecours citoyens accessible sur le site www.telerecours.f :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte leur a été notifié ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles l'article L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 - Affichage et publication en vue de l'information des tiers

En application des articles R. 512-53 et R. 512-49 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté est :

- mise à disposition sur le site internet des services de l'État en Haute-Vienne pendant une durée minimale de trois ans,
- adressée au maire de la commune de Nantiat.

Article 5 - Notification et exécution

Le présent arrêté est notifié à la société ELRINGKLINGER MEILLOR.

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne, le maire de Nantiat, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Limoges, le - 9 MARS 2026

Le préfet,

Pour le Préfet,

Le Sous-Préfet, Secrétaire Général

Laurent MONBRUN

Arrêté préfectoral DL/BPEUP n° 2026/29 du - 9 MARS 2026
portant prescriptions spéciales
de la société ElringKlinger Meillor à Nantiat